L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No 73. NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 30 NOVEMBRE 1878. 52me Année

DUFOUR & LISBY, Propriétaires-Editeurs.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI 30 NOVEMBRE 1878.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par E. Cahouet, à 11 heures, à l'Hôtel Verandah Court, No 25, tout le contenu (meubles et autres) du dit hôtel.

Par O. Vaissier, au No 66 rue Dauphine, frutier à l'ami-de-vie.

Par D. E. Murphy & Son, sur la Levée devant la rue Peydras, Kenner, épaulan.

☞ Spécial — Comptoir — Voyez l'annonce d'encan de D. E. Murphy & Son, encanteurs.

LE PROJET DE Traité de commerce franco-américain.

Le comité français de la conférence franco-américaine tenue à Paris au août dernier, a entrepris après les délégués de cette conférence, une croisade très active en faveur du projet de traité adopté par elle pour être présenté aux parlements des deux pays. Le télégraphe nous a rendu compte des visites faites par M. Léon Chotteau et ses collègues aux principales villes de France et de l'accueil favorable accordé généralement par les chambres de commerce au traité projeté.

Il était réservé à la Nouvelle-Orléans de donner le signal d'un mouvement analogue de propagande aux Etats-Unis. La décision prise par le comité permanent de trente de présenter à la grande convention commerciale qui doit se réunir à la Nouvelle-Orléans le 3 décembre, et que les membres de société appuient le projet de traité devant la convention.

Sur motion de M. Conin, des remerciements ont été votés aux délégués du comité qui ont pris part à la conférence à Paris, pour la manière habile dont ils ont rempli leur mission.

Le comité s'est ensuite ajourné jusqu'à nouvel appel du président.

RAPPORT

Au Président et aux membres du Comité permanent de Trente de la Nouvelle-Orléans, pour la réciprocité commerciale entre les Etats-Unis et la France.

Messieurs,

Avant de vous présenter leur rapport sur les travaux de la Conférence franco-américaine de Paris, vos délégués désirent constater les nombreuses marques de courtoisie dont les représentants du commerce américain ont été l'objet de la part du comité français en général et de la part de plusieurs de ses membres individuellement, parmi lesquels nous nous plaisons à mentionner l'honorable M. Minier, député, président du comité français, M. Pouyer-Quertier, sénateur, M. Wilson, député, M. Lalande président de la Chambre de Commerce de Bordeaux, etc. Nous ne devons pas oublier non plus le ministère du commerce et de l'agriculture, M. Teisserenc de Bort, qui a reçu avec la plus grande courtoisie les délégués des Etats-Unis. Nous avions cru devoir témoigner ici notre reconnaissance pour les invitations et les fêtes offertes par les membres du comité français individuellement et pour le splendide banquet donné au Grand Hotel par le dit comité collectivement aux délégués américains à la fin des séances de la Conférence.

Nous devons également des remerciements au général Noyes, ministre américain et servent plénipotentiaire à Paris, pour sa courtoisie et son obligeance.

Ce devoir rempli, nous avons l'honneur de vous présenter le rapport suivant :

A leur arrivé à Paris au mois de juillet dernier, les délégués américains ont été invités par un avis dans les journaux à se rapporter au siège de la conférence, au Grand Hotel, où des salons furent mis à leur disposition. Voici les noms de ceux de vos délégués qui se sont fait enregistrer : [illegible] Louis Bush, MM. F. [illegible] et A. Carriere.

[illegible] a pris M. F. Limet [illegible] de ses membres, [illegible]lins, pour préparer un [illegible] base d'un traité de [illegible] Etats-Unis et la France. [illegible]umis par ces deux messieurs a été soin par chacun [illegible] séparément, puis arrêté [illegible] de conférence, et après [illegible] modifications et changements a été adopté finalement comme [illegible] à soumettre à la conférence [illegible] à Paris pour le 7 août.

Le comité français ayant publié périodiquement des bulletins contenant toutes les matières qui se rattachaient à l'objet de sa formation, nous vous référons aux Bulletins Nos 9 et 10, annexés au présent rapport, pour les comptes-rendus officiels des séances de la conférence franco-américaine sur un traité de commerce, séances tenues à Paris les 7 et 9 août 1878.

Dans le bulletin No 9, vous trouverez l'organisation des deux comités et les adresses et discours d'ouverture et de bienvenue. Le sénateur Krantz, président du comité central à Washington, n'ayant pu se rendre en France, et le sénateur Butler, de la Caroline du Sud, désigné pour le remplacer, ayant télégraphié qu'il était retenu par ses travaux comme membre du comité sur l'organisation de l'armée, les délégués américains s'organisèrent en nommant pour leur président M Pollok, de Washington, premier vice-président ; MM. Nathan Appleton et Félix Limet furent maintenus comme vice-présidents et l'honorable Louis Bush, de la Nouvelle-Orléans fut nommé secrétaire.

Dans le bulletin No 10 se trouvent le projet de traité de commerce entre la France et les Etats-Unis, intitulé " Mémoire par les membres de la conférence franco-américaine au Congrès des Etats-Unis à Washington et aux Chambres françaises," ainsi que le compte-rendu abrégé des discussions. Le projet a été adopté et nous vous référons au texte et après annexé pour les dispositions qu'il renferme.

Nous appelons spécialement votre attention sur un tableau qui, sur la proposition d'un de vos délégués, M. F. Limet, a été préparé par un comité spécial, et qui indique " les droits comparatifs sur les principaux articles d'échange sous le tarif général et le tarif conventionnel de la France et aussi sous le traité des Etats-Unis."

Rien ne démontre plus clairement que ce tableau la nécessité qu'il y a pour l'industrie américaine à ce qu'un traité de commerce soit conclu avec la France.

Tandis que le tarif général prohibe l'entrée d'un grand nombre d'articles manufacturés américains, la plupart des autres articles sont virtuellement exclus de l'importation par les différences excessives existant entre le tarif général qui régit les importations des Etats-Unis et le tarif conventionnel, les droits du premier tarif étant doubles, triples, quadruples et dans quelques cas quintuples de ceux du second.

Le projet présenté, stipule que les produits et les articles manufacturés américains seront admis en France aux droits du tarif conventionnel actuel, ce qui mettra ce pays sur le même pied que les nations actuellement les plus favorisées.

Vos délégués ont fait exception à la sucre des dispositions du traité, dans le but d'éviter de fortes objections et aux Etats-Unis et en France où les droits de douane sur cet article sont encore plus élevés qu'ils ne le sont dans ce pays.

Le tableau susmentionné combinent une liste intéressante de tous les articles admis en franchise ou à des droits purement nominaux sous les tarifs actuels ; nous appelons votre attention sur cette liste.

A la fin de la session de la conférence franco-américaine, M. Léon Chotteau accompagné de M. Dutemple, secrétaire du comité français, de M. Ernest Brulatour secrétaire du comité central de Washington, et de ceux des membres français ou américains du comité qui ont pu se joindre à eux, a entrepris de visiter les principales places de commerce en France, dans le but d'obtenir leur appui en faveur du traité projeté.

Ils ont déjà visité, d'après nos informations télégraphiques, Chalons, Dijon, Lyon, Marseille, Rheims, Lille et probablement plusieurs autres villes et ils ont été partout accueillis avec faveur.

Il serait important qu'un mouvement analogue de propagande fut fait de ce côté de l'Atlantique afin de faire comprendre au Congrès la nécessité de réviser nos lois de douane de façon à faciliter la conclusion des traités de commerce.

Les parlements des deux pays pourraient en effet se laisser détourner par des préoccupations et des considérations politiques, de l'attention à donner aux questions commerciales.

Nous croyons devoir appeler votre attention sur le fait que la France est présentement l'une des nations les plus prospères du Continent, que le peuple français regarde les Etats Unis comme la nation avec laquelle il désire le plus particulièrement établir d'intimes relations de commerce et d'amitié, et nous suggérons respectueusement qu'il est de l'intérêt de notre peuple de développer, par des liens commerciaux plus resserrés, des relations propres à assurer un débouché à quantité de nos produits dont l'importation est prohibée ou virtuellement prohibé par le tarif général de ce pays.

Nous vous suggérons aussi respectueusement d'examiner s'il ne conviendrait pas de soumettre à la convention commerciale qui doit s'assembler dans cette ville le 3 décembre, le projet de traité de commerce adopté par la conférence franco-américaine à Paris et d'appeler son attention sur les conditions anormales de la législation douanière actuelle qui ferment en fait nos marchés de France aux produits de l'industrie américaine.

Ayant rempli leur mission à Paris, vos délégués vous soumettent les résultats des travaux de la conférence franco-américaine, afin que vous puissiez adopter les mesures que leur examen vous fera juger nécessaires.

Nous sommes,

Nouvelle-Orléans 29 novembre 1878.

(Signé) FÉLIX LIMET,
LOUIS BUSH,
ANTOINE CARRIÈRE.

LE PROJET DE TRAITÉ.

Comme nous avons déjà publié dans l'*Abeille* du 29 août dernier, le texte entier du mémorable la conférence franco-américaine, nous nous contenterons de reproduire ici les bases du traité.

I.—Le gouvernement de la République française, s'il est favorable à ce projet, s'engage à administrer, pendant la durée du présent traité, les produits naturels ou ouvrés d'origine et de manufacture des Etats-Unis, importés des Etats-Unis en France, aux taux des droits du tarif conventionnel, tel qu'il résulte des traités conclus entre la France, la Grande-Bretagne et d'autres pays.

II.—Les droits *ad valorem* stipulés par le présent traité seront calculés sur la valeur au lieu d'embarquement de l'objet importé. Ils seront convertis dans la mesure du possible, en droits spécifiques.

Pour la perception des droits *ad valorem*, l'importateur fera, au bureau de la douane, une déclaration écrite, constatant la valeur et la qualité des marchandises importées. Si l'Administration de la douane juge insuffisante la valeur déclarée, elle aura le droit de retenir les marchandises, en payant à l'importateur le prix déclaré par lui, augmenté de 10 0/0 et de la valeur du fret et de l'assurance.

Ce paiement devra être effectué dans les dix jours qui suivront la déclaration, avec restitution des droits s'il en avait été perçu.

III.—Le Président des Etats-Unis, s'il favorise ce projet, et en vue de le compléter, recommandera au Congrès de Washington l'adoption d'un projet de loi réduisant dans les proportions suivantes les droits à percevoir sur les produits français importés en Amérique :

1° Réduction de 30 0/0 sur les droits à percevoir à l'importation de tout objet ne payant pas plus de 40 0/0 *ad valorem* ou une réduction équivalente sur les droits spécifiques.

2° Sauf les exceptions ci-après dénommées encore droit ne pourra dépasser 30 0/0 *ad valorem*.

3°—Quant à la soie, tous les articles qui payaient actuellement 60 0/0, ne paieraient plus que 50 0/0 pour la première année, 40 0/0 pour la seconde, et 30 0/0 pour la troisième ; ce taux de 30 0/0 sera maintenu pendant la durée du traité.

4° A l'égard des vins en cercles, réduction des droits à 20 cents par gallon.

5° Pour les vins en bouteilles, réduction à 50 cents par douzaine.

6° Pour les spiritueux, réduction à un dollar par gallon.

7° Le présent traité ne s'applique pas aux sucres et mélasses.

IV.—Il est convenu entre les deux gouvernements susmentionnés que si l'un d'eux juge nécessaire d'établir un droit d'accise ou un impôt sur un article de production ou de fabrication nationale, l'article similaire étranger pourra être immédiatement grevé, à l'importation, d'un droit égal.

Chaque gouvernement se réserve la faculté d'imposer, sur tout article mentionné dans le présent traité ou sur tout autre article, des droits de débarquement ou d'embarquement affectés à la dépense des établissements nécessaires au port d'importation et d'exportation.

Enfin, en tout ce qui concerne le traitement local des droits et les frais dans les ports, les bassins, les docks, les rades, les havres, et les rivières des deux pays, les privilèges, faveurs ou avantages qui sont ou seront accordés aux bâtiments nationaux sans exception ou à la marchandise qu'ils exportent ou importent, le seront également aux bâtiments et aux équipages de l'autre pays, ainsi qu'aux marchandises qu'ils importent ou exportent.

VI.—Les citoyens de l'une des deux Républiques contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, de la même protection que les nationaux, pour tout ce qui concerne la propriété des marques de commerce, et des dessins de fabrique de toute espèce.

VII.—Le présent traité sera en vigueur pendant dix années. Durant cette période, les deux gouvernements s'interdisent d'élever les droits de douane sur les marchandises provenant des deux pays respectivement au delà des taux établis par la législation en vigueur et par le présent traité.

VIII.—Les deux gouvernements se réservent la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans ce traité, toutes les modifications, dont l'utilité serait démontrée par l'expérience, qui ne seraient pas en opposition avec son esprit ou ses principes et qui tendraient à développer les relations de commerce et d'amitié qui ont si longtemps existé entre les deux Républiques.

Comité de secours de l'Union française.

SÉANCE DU 29 NOVEMBRE 1878.

Conformément à une convocation, les membres du comité de secours formé sous les auspices de l'Union française se sont réunis hier soir au local de cette société, sous la présidence de M. E. Larue.

M. F. Tujague, secrétaire trésorier, a donné, au nom du comité d'organisation, lecture du rapport des opérations qu'on trouvera ci-dessous avec le certificat de vérification des comptes du trésorier.

Le rapport a été reçu et approuvé.

M. E. Larué, président de l'Union française, a répondu au rapport en adressant des remerciements aux membres du comité d'organisation.

Sur motion il a été résolu qu'une lettre serait adressée à la famille du docteur Landry, pour lui transmettre les regrets sincères et les compliments de condoléance de l'Union française à l'occasion de la perte douloureuse qu'elle vient de faire.

M. Guillemet a présenté à l'Union française un tableau calligraphique destiné à perpétuer le souvenir des travaux du comité et contenant les noms de tous ceux qui ont participé à son œuvre pendant l'épidémie de 1878.

L'assemblée s'est ensuite ajournée.

A M. le Président et à MM. les Membres de l'Union Française.

Messieurs,

Le Comité de secours organisé sous vos auspices, en vue de l'épidémie qui vient de désoler la cité, a l'honneur de vous rendre compte de sa mission.

Son cœur se réunit [illegible]

Nombre de malades soignés à la Ville Custom et à la campagne du 1er septembre au 25 novembre..... 765

Nos actes comprennent : services médicaux, remèdes et médicaments.

Nombre de familles secourues à nos frais..... 82
Nombre de familles secourues du 1er août au 31 août représentant 2126 personnes

Secours en nature :

Livré à 3172 personnes..... 38,320 rations.
Sacs de pain..... 122
Viande fraîche..... 1,075 livres
Sacs de farine donnés pour..... 535 journées.
Sacs de charbon pour..... 500 livres.
Le Comité a distribué en outre vêtements..... 102 paires.
Vêtements complets..... 13
Souliers..... 304 paires.

Obligés de tenir improviser, même des ressources, même n'avons pu commencer notre fonctionnement que le 1er septembre, nous avons dû nous limiter aux premières nécessités de la vie. Nos secours ont consisté surtout en nos principes de médecine et de pharmacie, dans notre spécialité, et nous vous référons au texte qu'il me faut de rapport.

Pour reconnaître dignement tous les services rendus, tous les actes généreux, et nous pourrions dire de courage, il faudrait une plume plus autorisée—il faudrait des témoignages matériels de notre reconnaissance, et nous n'en disposons pas, nous n'en avons été comblés ; nous avons été accueillis avec bonté, encouragés, soutenus, et nous avons été récompensés par la satisfaction du devoir accompli.

Le Comité, toujours si français par le cœur, a voulu, lui aussi, concourir au soulagement de nos compatriotes éprouvés ; il a ouvert une souscription qui a été accueillie à la même hauteur.

La France, dans cette détresse profonde, n'a pas oublié ses pauvres absents. Nous avons vu Paris prélever sur son plaisir une partie de ses ressources pour venir au secours de ses enfants. Nous avons vu la France entière, par ses différents départements, par ses villes, par ses communes, par ses corporations, par ses sociétés, par ses journaux, avec pièces à l'appui pour tous ses dépenses, vérifiées et dûment contrôlées par un comité spécial, nous envoyer des offres généreuses. Nous vous prions de conserver dans vos archives ces souvenirs d'une époque si douloureuse, et de déclarer à ceux qui ont fait de nos témoignages comme un pénible cauchemar.

Reçu en mon, Messieurs. Nous désirons terminer par un mot de la dernière consolation qui donnera de votre Comité de Secours.

Mes concitoyens de la Louisiane ont vu à l'œuvre l'Union française, ils s'inquiètent de cette société qui rend tant de services elle a rendus au milieu de cette épidémie ; ils savent qu'elle a pour règle et pour but unique d'exercer une assistance à tous les Français nécessiteux de notre colonie ;—même leur demandence de l'aider à poursuivre et à développer cette institution tutélaire ; nous leur demandons de la mettre, par leur concours, en mesure de pouvoir venir en aide, de protéger les malheureux. Le nombre en sera grand parmi les héroïques Français de la Louisiane.

Pour le comité général de secours,
Le comité d'organisation :

L. BELLAGUET.
Président du Comité.

A. WALZ,
E. SALOMON,
F. LAFFORGUE,
A. GUILLEMET,
L. DOUSSAN.
Pour le Comité d'organisation,
F. TUJAGUE.
Secrétaire-Trésorier.

Nlle-Orléans, 29 novembre 1878.

Nous soussignés, membres du Comité d'examen pour l'Union Française, déclarons, après vérification, que les comptes de M. F. Tujague, trésorier du Comité de Secours, sont corrects tels que les rapporte.

Signé : EDGAR LABUE.
Président de l'Union Française.
F. JAUFFROID, fils, vice-président de
DOUSSAN, trésorier, de
E. SALOMON, secrétaire-trésorier de
A. DUSQUESNAT, membre de

MORT DU JUGE EGAN.

Notre Cour Suprême vient de faire une grande perte dans la personne de M. W. B. Egan, juge associé de cette cour, mort jeudi soir, chez lui, près de Shreveport. Le juge Egan avait en droit une science rare que relevait encore un haut caractère d'équité et d'intégrité. Né en Virginie de parents irlandais, il était venu, il y a trente ans, s'établir à Mont Lebanon, paroisse Bienville, où il se fit bientôt remarquer comme avocat. Il fut élu juge de district avant la guerre et, après la guerre, élu au Sénat d'Etat il y brilla par une très grande facilité de parole et un considérable talent de discussion. Il alla s'établir à Shreveport, il y a huit ou neuf ans, et y exerça sa profession d'avocat jusqu'au moment où il fut nommé juge à la Cour Suprême par le gouverneur Nicholls.

L'hon. juge Egan était âgé de 56 ans. Il laisse une veuve, mais pas d'enfants. Un de nos confrères rapporte qu'il est mort d'une bronchite.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Aujourd'hui, en matinée, "Conrad le Corsaire", sous les jolis traits de Miss Lizzie Webster, et ainsi sous son joli et brillant costume. Hier soir, les spectateurs qui étaient fort nombreux, ne pouvaient se lasser de l'entendre, miss Lizzie et son séduisant accompagnement. C'est un succès qui se renouvellera aujourd'hui encore deux fois pour ne plus revenir que l'année prochaine. Nous pouvons en dire autant de Madeira et des autres artistes de la troupe qui représente avec talent une série de scènes très désossées et qui se succèdent, pour ainsi dire, avant d'être achevées. Tout cela, nous le répétons, vaut la peine d'être vu.

Dimanche, la troupe d'Evangéline sera remplacée par celle de Jos. Murphy, qui jouera le rôle de Kerry Gow dans la pièce irlandaise de Marsden, pièce très dramatique et remplie de situations intéressantes.

LE CORPS CONSULAIRE FRANÇAIS.—Le rapport de M. Spuller sur le budget des affaires étrangères vient d'être distribué à la chambre. Ce rapport consiste à une augmentation de 300,000 fr.

Le rapport de M. Spuller se termine par quelques considérations générales sur le choix des agents diplomatiques que nous croyons devoir reproduire :

En vous proposant d'accorder ces différentes augmentations de crédits, votre commission du budget se croit autorisée à réclamer en votre nom toute la sollicitude des pouvoirs publics pour attirer dans la carrière si éminente et si honorée de la diplomatie politique et consulaire des hommes sérieux et instruits, capables et laborieux, dévoués aux intérêts permanents de la France, mais détroués aussi aux institutions républicaines que notre pays s'est librement données et auxquelles il s'attache chaque jour davantage ; car elles lui ont permis de passer ses bleus, de réparer ses fautes, de reconstituer son armée et enfin de reprendre, uni et libre, devant l'Europe et devant le monde, dans tout l'éclat d'une prospérité nouvelle, au milieu des chefs-d'œuvre de l'industrie, des arts et de la paix.

Il est absolument impossible d'admettre que le corps diplomatique et consulaire de la France républicaine ne soit composé aux hommes qui ont du mérite, des talents, des lumières et du dévouement à mettre au service du gouvernement de la République ; il est encore plus impossible d'accepter que des hommes soient, à raison de leur caractère et de leurs opinions franchement favorables à l'ordre établi, repoussés, ajournés, relégués, découragés par le secret et lourde opposition des préfectures conservatrices de traditions qui ne s'accorde dans ce qu'elles ont de nécessaire, de légitime et de respectable.

La commission du budget insiste très vivement sur ce point.

—Le ministre de l'agriculture et du commerce a approuvé la décision du comité relative au tirage de la loterie, décision dont nous avons donné le détail.

On remplacera comme gros lots de ces *vingt à peri*, avec le roue de séries et les six roues décagonales, tous *les lots d'une valeur de cinq mille francs et au-dessus.*

Les six roues fonctionnent les deux fois gagnants dans toutes les séries sont du système Zevort. Elles présentent chacune, sur les dix faces de leur cordon, les numéros 0 à 9. Montées sur le même axe, elles tournent ensemble à des vitesses différentes, et forment un numéro de six chiffres, qui apparaît dans un cadre, très nettement pour les personnes placées en face de ce cadre.

Le 9 novembre, le dernier billet de loterie a été vendu par les agents du Trésor. Les douze millions sont encaissés.

—On mande de Paris que la nouvelle reproduite par un certain nombre de journaux et donnant à penser probable la création d'un ministère spécial des colonies ne paraît pas devoir se confirmer.

Il est question seulement de créer au ministère de la marine une grande direction des colonies et de la marine marchande, à laquelle serait rattachée la direction du commerce extérieur.

On veut donner une impulsion plus forte à la colonisation et favoriser le développement de la marine marchande, qui, paraît-il, semble décidées en principe à doter de ressources nouvelles.

—On écrit de Naples à *l'Italie* :

Décidément, la grande éruption du Vésuve est commencée et semble devoir prendre des proportions considérables. Dimanche, la lave avait deux mètres de largeur sur 25 à 30 mètres et descendait vers le terre-plein de l'Atrio del Cavallo.

A sept heures, le fleuve dépendit en suivant la direction du nord-nord-est, toujours sur la pente de 672. De sept heures et demie à six heures et demie, la vitesse du courant a été de 672. De plus